

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 27/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRGM

3 avenue Claude Guillemin
45000 Orléans

Références : VAT20250271
Code AIOT : 0010000897

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement BRGM implanté 3 avenue Claude Guillemin 45000 Orléans. L'inspection a été annoncée le 14/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRGM
- 3 avenue Claude Guillemin 45000 Orléans
- Code AIOT : 0010000897
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le BRGM exploite, dans sa halle pilote, une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 10 mars 2025.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 7
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 4.2.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
4	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 4.6.3	/	Demande d'action corrective	60 jours
12	Déchets	Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 5.1.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
13	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.3.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
16	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.6.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
18	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 8.9.1	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 4.3.5	/	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission – eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.11	Susceptible de suites	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 3.2.2	/	Sans objet
6	NC5 VI 03122020 – Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.2.1.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission – rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 3.2.4	Susceptible de suites	Sans objet
8	R3 VI 03122020 – Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Susceptible de suites	Sans objet
9	NC2 VI 03122020 – Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
10	Registre des terres excavées et sédiments entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Susceptible de suites	Sans objet
11	Registre des terres excavées et sédiments sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7	Susceptible de suites	Sans objet
14	Ressource en eau d'extinction	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.6.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
15	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 10/03/2025,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	d'extinction	article 8.8.2		
17	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 8.7	/	Sans objet
19	NC1+D1 VI 03122020 – Confinement des eaux polluées lors d'un accident	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.6.2	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs), - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan des réseaux d'alimentation et de collecte des effluents liquides de son site.</p> <p>Ce plan ne comporte pas l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ainsi que le dispositif de protection de l'alimentation en eau (disconnecteur). Le nom exact et le volume de la réserve d'eau, les noms exacts et les volumes des différents bassins de rétention et décantation doivent correspondre aux éléments mentionnés aux articles 7.6.3 et 7.6.6.2 de l'arrêté préfectoral du 10</p>

mars 2025.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte des effluents liquides du site est incomplet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux domestiques et eaux de process
Exutoire du rejet	Réseau communal eaux usées
Traitement avant rejet	Eaux process PRIME et PLAT'INN : bassin de décantation de 79 m ³ , bassin de rétention de 144 m ³ , bassin de décantation de 30 m ³ Eaux process halle bio-hydro : bassin de rétention de 144 m ³ , bassin de décantation de 30 m ³ .
Station de traitement collective	Station d'épuration urbaine d'Orléans La Source
Conditions de raccordement	Convention de rejet

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
---	-----

Nature des effluents	Eaux pluviales de toitures et de voiries
Exutoire du rejet	Réseau communal eaux pluviales
Milieu naturel récepteur ou station de traitement de collective	Lac de l'Orée de Sologne, puis le Dhuy
Conditions de raccordement	Convention de rejet

Constats :

L'inspection des installations classées a consulté le plan des réseaux d'alimentation et de collecte des effluents liquides du site. Ce plan permet de confirmer les caractéristiques (nature des effluents, exutoire du rejet, traitement avant rejet, exutoire du rejet,...) des points de rejet n°1 et n°2 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2025.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites d'émission – eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.11

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration [...] ci-dessous définies [...] :

- MEST : 35 mg/l ;
- DCO : 125 mg/l ;
- DBO5 : 30 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l.

Constats :

Lors du précédent contrôle du site, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne procédait pas au suivi de la concentration en MES, ni au suivi des hydrocarbures totaux C5-C40 (seul l'indice hydrocarbure C10-C40) était suivi) dans les rejets des eaux pluviales rejetées au milieu naturel. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les résultats des analyses réalisées sur les eaux pluviales par EUROFINs le 25 juin 2024.

Les analyses ont porté sur l'ensemble des paramètres : MEST, DCO, DBO5 et hydrocarbures totaux (C5-C40).

Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 4.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau et programme de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant fait analyser les paramètres suivants avec les fréquences associées : PZA, PZB, PZC, PZD et PZE Paramètres : COHV, BTEX, HCT, HAP et métaux totaux Fréquence : basses eaux et hautes eaux Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF) ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements avec une localisation des piézomètres.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les résultats des analyses réalisées sur la qualité des eaux souterraines au droit de son site par EUROFINS le 25 avril 2025. Les piézomètres PZA et PZC n'ont pas fait l'objet de prélèvements, ils étaient à sec. Pour les eaux souterraines des trois autres piézomètres (PZB, PZD et PZE), l'ensemble des paramètres listés à l'article 4.6.3 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2025 a été analysé. Néanmoins, concernant les hydrocarbures, seul l'indice hydrocarbures (fraction C10-C40) a été analysé. Aux résultats d'analyses, sont joints les niveaux relevés exprimés en mètres NGF pour chaque piézomètre. La carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements n'a pas été réalisée. Les hydrocarbures totaux (fraction C5-C40) ne sont pas analysés dans les eaux souterraines au droit du site. La carte des courbes isopièzes n'a pas été réalisée à la date des prélèvements.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R1 : Plate forme PRIME - colonne plurimétrique R1 bis : Plateforme PRIME - pilote plurimétrique (PPM) R2 : Plateforme PLAT'INN - zone modulaire traitement sec et humide R3 : Plateforme PLAT'INN - laboratoire porosimétrie au mercure R4 : Plateforme PLAT'INN - laboratoire de traitement thermique R5 : Plateforme PLAT'INN - atelier hydrométallurgie R6 : Espace commun - étuves ventilées R7 : Espace commun - atelier mécanique/poste soudure R8 : Plateforme PLAT'INN - atelier préparation broyage</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que tous les conduits des rejets atmosphériques (R1 à R8) correspondaient aux installations raccordées fixées à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2025. Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : NC5 VI 03122020 – Surveillance des rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.2.1.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures portent sur les rejets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - R1 : Semestriel sur les paramètres COV (dont BTEX), Mercure ; - R2 : Semestriel "sur le paramètre Poussière ; - R3 : Semestriel si le temps de fonctionnement est supérieur à 100 h durant le semestre - Sur le paramètre Mercure ; - R4 : Semestriel sur les paramètres COV, Mercure et Poussière ; - R5 : Semestriel sur le paramètre H2SO4 ; - R6 et R7 : Semestriel si le temps de fonctionnement est supérieur à 100 h durant le semestre. Les paramètres suivis devront être adaptés en fonction du type d'activité et des expérimentations en cours. <p>[...] Les suivis semestriels visés dans le tableau ci-dessus seront complétés par la surveillance de polluants complémentaires potentiellement présents en fonction des matrices étudiées lors des travaux de recherche. L'exploitant en communiquera la liste à l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant avait aménagé deux nouveaux points de rejets à l'atmosphère (R1bis et R8) non réglementés par l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017. L'inspection des installations classées avait également constaté que la périodicité de la surveillance prescrite à l'article 8.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral précité n'était pas respectée.

Suite au porter à connaissance du 12/9/2023, l'arrêté préfectoral du 10 mars 2025 a abrogé les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 à l'exception de son article 1.1.1. Les points de rejet à l'atmosphère ont été modifiés ainsi que les paramètres à analyser pour chaque point de rejet et la périodicité de surveillance par l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2025 ainsi qu'il suit.

N° de conduit	Suivis	Fréquence de transmission
R1	Sur les paramètres : COV, HAP	Annuelle
R1 bis	Sur les paramètres : COV, HAP	Annuelle
R2	Sur les paramètres : poussières, métaux	Annuelle
R3	Sur le paramètre : mercure	Annuelle
R4	Sur les paramètres : COV, HAP	Annuelle
R5	Sur les paramètres : poussières, métaux	Annuelle
R6	Sur les paramètres : COV, HAP	Annuelle
R8	Sur les paramètres : poussières, métaux	Annuelle

Le suivi est réalisé à une fréquence annuelle si le temps de fonctionnement des installations raccordées à chaque conduit est supérieur à 200 heures par an. Si le temps de fonctionnement des installations raccordées à chaque conduit est inférieur à 200 heures par an, le suivi est réalisé tous les trois ans.

L'exploitant a précisé que la prochaine campagne de mesures des rejets atmosphériques serait réalisée au cours du second semestre 2025. Il a présenté le cahier des charges pour appel d'offres. Ce document précise que l'ensemble des points de rejets et des paramètres listés à l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2025 devra être analysé.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs limites d'émission – rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les paramètres et les valeurs limites d'émission applicables aux conduits R1 à R7 sont définis dans le tableau ci-dessous :

- Poussières : si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m³. Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m³ ;
- COV * ;
- Mercure : la valeur limite de concentration est de 0,05 mg/m³ ;
- H₂SO₄ : la valeur limite de concentration est de 50 mg/m³ ;
- SO_x : la valeur limite de concentration est de 300 mg/m³.

* concernant les COV :

a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, [...] 110 mg/m³.

b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 : la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³. [...]

c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié : la valeur limite d'émission est de 2 mg/m³ en COV. La valeur limite d'émission [...] se rapporte à la somme massique des différents composés.

Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, la valeur limite d'émission est de 20 mg/m³. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Constats :

Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant ne procédait pas au suivi des COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, ni des COV à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ni des COV halogénés à mention de danger H341 ou H351 dans ses rejets atmosphériques.

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les résultats des analyses réalisées sur les rejets atmosphériques émetteurs de COV par la société KALI'AIR en juin 2024. Les résultats de ces analyses montrent que les COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, les

COV à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ainsi que les COV halogénés à mention de danger H341 ou H351 ont bien fait l'objet d'une mesure. Pour l'ensemble des émissaires émetteurs de COV, l'ensemble des résultats est inférieur aux valeurs limites d'émission fixées à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : R3 VI 03122020 – Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

- la date de réception du déchet [...];
- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...];
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m³ ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la

<p>directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].
<p>Constats :</p> <p>Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que le registre des déchets entrants comportait des lacunes et des erreurs : absence d'une partie des items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, erreur de code déchet pour les condensateurs broyés (code déchet 20 01 36), absence des matrices d'essais.</p> <p>L'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets entrants. Celui-ci a été modifié et contient l'ensemble des items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel précité. L'exploitant a précisé qu'il avait commis une erreur dans le choix du code déchet qui ne concernait pas des condensateurs mais des semi-conducteurs. L'inspection des installations classées a constaté que le code déchet correspondant aux semi-conducteurs avait été corrigé (code déchet 16 02 16) et que les matrices d'essais étaient bien présentes dans le registre des déchets entrants.</p> <p>Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : NC2 VI 03122020 – Registre des déchets sortants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...] ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; - l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].

Constats :

Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que le registre des déchets sortants comportait des lacunes et des erreurs (unité des quantités de déchets expédiés non précisée, absence des numéros de SIRET de l'expéditeur, des transporteurs et des établissements recevant les déchets et absence de qualification du traitement final.

L'inspection des installations classées a consulté le registre des déchets sortants. Celui-ci a été modifié et comporte l'unité des quantités des déchets expédiés, les différents numéros de SIRET ainsi que les différentes qualifications du traitement final des déchets.

Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Registre des terres excavées et sédiments entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

- la date de réception [...] ;
- la dénomination usuelle [...] ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...] ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;
- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].

Constats :

Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant ne tenait pas à jour un registre chronologique où doivent être consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants sur le site.

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les informations du registre électronique national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS). L'inspection des installations classées a constaté que la réception de trois lots de terre pour une quantité totale de 18,2 tonnes était bien enregistrée dans le RNDTS.

Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Registre des terres excavées et sédiments sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments sortants. Le registre contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes :

- la date de l'expédition [...];
- la dénomination usuelle [...];
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...];
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou

<p>les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés ; - l'adresse de destination lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].
<p>Constats :</p> <p>Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant ne tenait pas à jour un registre chronologique où doivent être consignés tous les lots de terres excavées et sédiments sortants sur le site.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les informations du registre électronique national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS). L'inspection des installations classées a constaté que l'expédition de terres était bien enregistrée dans le RNDTS. Conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 5.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaire) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a précisé que les déchets dangereux produits par son installation au titre de l'année 2024 avaient été transportés par la société ALLARD (département des Yvelines) et traités par la société SUEZ IWS à Gennevilliers et que les déchets non dangereux produits avaient été</p>

transportés par la société PAPREC de Chécy et traités par cette même société. L'exploitant ne dispose des actes administratifs autorisant les sociétés SUEZ IWS et PAPREC à traiter ses déchets. Il ne dispose pas du récépissé de transport de la société ALLARD, la validité du récépissé de transport de la société PAPREC est échue.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 23/07/2023
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisés par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. [...] L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées.
Constats : Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant ne faisait pas procéder annuellement à une vérification visuelle de son installation de protection contre la foudre. L'installation de protection contre la foudre était affectée par des défauts. L'exploitant n'était pas en mesure de démontrer qu'il avait réalisé les travaux préconisés

<p>par son étude technique du risque foudre du 11 février 2021.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de justifier que les travaux préconisés par l'étude technique avaient bien été réalisés (juin 2023).</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter la vérification visuelle des installations réalisée en octobre 2024 par la société DEKRA. Aucune observation n'a été formulée lors de cette vérification. La prochaine vérification complète est prévue en octobre 2025, la précédente vérification complète ayant été effectuée en juin 2023.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'installation ne dispose pas d'un compteur "coups de foudre".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 14 : Ressource en eau d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 23/07/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>- 2 poteaux incendie privés situés à proximité du site mettant à disposition un débit cumulé de 120 m³/h. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que les deux poteaux incendie du site délivraient un débit simultané inférieur à 120 m³/h.</p> <p>Suite au porter à connaissance du 12/9/2023, l'arrêté préfectoral du 10 mars 2025 a abrogé les</p>

prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 à l'exception de son article 1.1.1. Les moyens de lutte contre l'incendie ont été modifiés par l'article 8.8.3 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2025 ainsi qu'il suit.

« L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau d'un volume de 60 m³ équipée d'un raccord pompier,
- un poteau d'incendie privé mettant à disposition un débit de 143 m³/h sous 1 bar,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques,... »

L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un poteau incendie privé d'un débit de 143 m³/h ainsi que d'une réserve d'eau d'un volume de 60 m³ équipé d'un raccord pompier conformément aux préconisations du service d'incendie et de secours lors de l'instruction du porter à connaissance.

Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Ressource en eau d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 8.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents

Prescription contrôlée :

Une aire de stationnement est présente devant la réserve d'eau et une aire de stationnement est présente devant le poteau d'incendie privé. L'aire de stationnement des engins d'incendie doit être utilisable en tout temps et non utilisée à d'autres usages. Pour ce faire, elle doit être signalée par des pancartes visibles précisant son usage et l'interdiction de l'utiliser à tout autre usage que celui auquel elle est destinée.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté la présence d'une aire de stationnement des engins d'incendie devant la réserve d'eau. Cette aire est signalée par des pancartes précisant son usage et l'interdiction de l'utiliser à tout autre usage que celui auquel elle est destinée.

Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

<p>Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. [...]</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant ne faisait pas procéder à une vérification annuelle de ses poteaux incendie. Il n'était pas en mesure de justifier qu'il faisait procéder à une vérification semestrielle de la totalité de son installation de détection d'incendie. Certains extincteurs étaient défectueux.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la vérification du poteau incendie par le service départemental d'incendie et de secours le 10 décembre 2024 et mis en place suite au porter à connaissance déposé par l'exploitant en 2023.</p> <p>La vérification des 54 extincteurs du bâtiment G2 et des 17 extincteurs du bâtiment G3 a été réalisée par CLIMEX en août 2024. La précédente vérification a été effectuée en août 2023 également par la société CLIMEX. Absence d'observation suite à cette vérification.</p> <p>Les détections incendie ont fait l'objet d'un contrôle par la société INEO en avril 2024. Deux détecteurs FC20 et quatre détecteurs STT10 ont été notés comme étant non conformes.</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la remise aux normes des six détecteurs FC20 et STT10.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 17 : Prévention des risques technologiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 8.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détections</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les bâtiments G2 et G3, des détections automatiques incendie conformes aux référentiels en vigueur sont mises en place. L'exploitant dans l'exploitation des installations respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.</p> <p>Dans le bâtiment G2, des détections automatiques gaz conformes aux référentiels en vigueur sont mises en place. L'exploitant dans l'exploitation des installations respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.</p>
<p>Constats :</p>

L'inspection des installations classées a constaté la présence des détecteurs automatiques d'incendie dans les bâtiments G2 et G3.

L'inspection des installations classées a également constaté la présence des détecteurs automatiques de gaz dans le bâtiment G. Ces détecteurs ont fait l'objet d'une vérification par la société ADS le 23 mai 2025.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2025, article 8.9.1

Thème(s) : Risques accidentels, Détection radioactivité

Prescription contrôlée :

L'établissement est équipé d'un détecteur fixe ou portatif de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler de façon systématique chaque chargement de déchets entrants ou sortants.

Le seuil de détection de ce dispositif est fixé à 2 fois le bruit de fond locale.

Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence a minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité.

L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.

A l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle de non radioactivité.

Constats :

L'exploitant a précisé qu'il utilisait un détecteur (radiamètre) portatif de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants. Ce détecteur fait l'objet d'une vérification annuelle par la société LORYON. L'exploitant a présenté le rapport de la vérification du 16 juin 2025. Ce rapport mentionne que le radiamètre a été étalonné et qu'une mesure du bruit de fond ambiant a été réalisée.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le radiamètre. Le réglage du seuil de détection n'a pas été effectué. Les chargements ne font pas l'objet d'un contrôle de non-radioactivité à la sortie du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 19 : NC1+D1 VI 03122020 – Confinement des eaux polluées lors d'un accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à des bassins de confinement étanches aux produits collectés.</p> <p>Les eaux collectées dans le bâtiment G2 [...] sont dirigées vers un bassin rétention de 53 m3. Ce bassin doit être équipé d'une vanne de confinement.</p> <p>Les eaux collectées dans le bâtiment G3 et dans le laboratoire d'hydrométallurgie sont dirigées vers des regards munis d'une vanne de fermeture permettant de diriger ces eaux soit vers une fosse de décantation lorsqu'elle est en position ouverte, soit vers un bassin de rétention d'une capacité minimum de 124 m3 lorsqu'elle est en position fermée.</p> <p>La vidange de ces bassins suivra les principes imposés par l'article 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Ces bassins doivent être maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du précédent contrôle du site, l'inspection des installations classées avait constaté que les dispositifs d'isolement et de confinement des eaux polluées lors d'un accident et mis en place par l'exploitant ne correspondaient pas à ceux prescrits.</p> <p>Suite au porter à connaissance du 12/09/2023, l'arrêté préfectoral du 10 mars 2025 a abrogé les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 à l'exception de son article 1.1.1. Les dispositions relatives au confinement des eaux polluées lors d'un accident ont été modifiées par l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2025 ainsi qu'il suit.</p> <p>« Le confinement de l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) est assuré en sortie du bassin de décantation entre les bâtiments G2 et G3 d'un volume de 30 m³ dont 28,25 m³ de rétention disponible par un ballon</p>

obturateur actionnable mécaniquement. Les volumes disponibles de confinement sont les suivants :

- bassin de décantation entre les bâtiments G2 et G3 d'un volume de 30 m³ dont 28,25 m³ de rétention disponible,
- bassin de rétention devant le bâtiment G3 d'un volume de 144 m³ dont 105,3 m³ de rétention disponible,
- canalisations, caniveaux et regards d'un volume de 21,5 m³ dont 21 m³ de rétention disponible,
- bassin de décantation derrière le bâtiment G2 d'un volume de 79 m³ dont 25,6 m³ de rétention disponible. »

L'inspection des installations classées a constaté la présence du bassin de décantation entre les bâtiments G2 et G3, du bassin de rétention devant le bâtiment G3 ainsi que du bassin de décantation derrière le bâtiment G2.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de manœuvrer le ballon obturateur actionnable mécaniquement installé en sortie du bassin de décantation entre les bâtiments G2 et G2. La mise en œuvre de ce dispositif n'a pas donné lieu à observation.

Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite